

Brochure n° 3131

Convention collective nationale

IDCC : 1404. – **ENTREPRISES DE COMMERCE,
DE LOCATION ET DE RÉPARATION
DE TRACTEURS,
MACHINES ET MATÉRIELS AGRICOLES,
DE MATÉRIELS DE TRAVAUX PUBLICS,
DE BÂTIMENT ET DE MANUTENTION,
DE MATÉRIELS DE MOTOCULTURE
DE PLAISANCE,
DE JARDINS ET D'ESPACES VERTS**
(14^e édition. – Août 2003)

AVENANT N° 76 DU 20 SEPTEMBRE 2005
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS
À COMPTER DU 1^{ER} SEPTEMBRE 2005

NOR : ASET0551257M
IDCC : 1404

Entre :

La fédération nationale des distributeurs, loueurs et réparateurs de matériels de bâtiment, de travaux publics et de manutention (DLR) ;

La fédération nationale des artisans et petites entreprises en milieu rural (FNAR) ;

Le syndicat national des entreprises de service et de distribution du machinisme agricole (SEDIMA) ;

L'union nationale des spécialistes en matériels de parcs et jardins (SMJ),

D'une part, et

La fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;

La fédération des cadres de la métallurgie CFE-CGC ;

La fédération nationale des syndicats de la métallurgie et parties similaires CFTC ;

La fédération Force ouvrière de la métallurgie CGT-FO ;

La chambre syndicale nationale des voyageurs représentants et cadres de vente de l'automobile, de l'aviation, de la motoculture, du cycle des accessoires et industries annexes (CSNVA),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Barème national des salaires
minima mensuels garantis (base 35 heures par semaine)**

Applicable à compter du 1^{er} septembre 2005

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel base 151 h 67 par mois (en euros)
150	1 218,00
160	1 225,08
170	1 230,35
180	1 235,80
195	1 262,66
215	1 302,29
225	1 333,64
245	1 404,04
260	1 438,07
275	1 486,11
295	1 571,11
315	1 651,76

COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM mensuel base 151 h 67 par mois (en euros)
340	1 768,66
365	1 880,89
410	2 066,65
450	2 248,94
500	2 467,50
600	2 910,32
700	3 375,17
800	3 790,94

Champ d'application du présent avenant

Le champ d'application professionnel, personnel et géographique du présent avenant est celui prévu par l'article 1^{er} du chapitre I^{er} de la convention collective, modifié par l'avenant n° 33 du 22 avril 1986.

Dépôt de l'avenant

Le présent avenant, établi en application des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 20 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)